



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Economie agricole, agro-alimentaire et rurale

Louis Malassis

Citer ce document / Cite this document :

Malassis Louis. Economie agricole, agro-alimentaire et rurale. In: Économie rurale. N°131, 1979. pp. 3-10;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1979.2629>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1979_num_131_1_2629

Fichier pdf généré le 08/05/2018

I - INTRODUCTION

ÉCONOMIE AGRICOLE AGRO-ALIMENTAIRE ET RURALE

Louis MALASSIS (*)

Louis Malassis, en tant que président de la SFER, avait été chargé par les organisateurs du 2^e Congrès Européen des Economistes Agricoles, tenu à Dijon en septembre 1978, de présenter un exposé introductif. Cet exposé qui est une analyse critique sur le thème de l'économie rurale, commence par une réflexion sur le titre de l'Association des économistes agricoles européens (1) :

...Je suis d'accord sans réserve avec le **qualificatif** d'Européen, au sens historique et géographique de ce mot, je ne le suis pas avec le qualificatif d'agricole.

Je suppose et j'espère que les économistes qui participent à ce congrès ne sont pas **exclusivement** agricoles. Beaucoup sans doute s'intéressent à l'espace rural et se désignent, conformément à la tradition de certains pays, comme économistes Ruraux ; d'autres, sans doute de plus en plus nombreux, s'intéressent à l'économie agro-alimentaire et enfin certains se veulent **généraux**. Il me paraît en effet qu'au sein d'un ensemble socio-économique déterminé, les faits et les idées concernant l'agriculture peuvent se classer dans trois sous-ensembles : économie agricole, économie agro-alimentaire, économie rurale. L'agriculture est ainsi un sous-ensem-

ble inclus dans deux autres sous-ensembles : l'agro-alimentaire et le rural.

Le domaine abordé ici est l'activité des économistes qui s'intéressent à l'agriculture.

Les sous-ensembles agricole, agro-alimentaire et rural, ne peuvent être compris et interprétés que par rapport aux ensembles socio-économiques dont ils dépendent, par rapport aux systèmes et aux formations économiques et sociales dont ils sont une composante.

Que nos collègues des pays de l'Est veuillent bien m'excuser si mes commentaires concernent plutôt les pays d'économie de marché : malgré les nombreuses relations que j'entretiens avec les pays socialistes, je ne m'estime pas suffisamment informé à leur sujet pour pouvoir développer une analyse critique, qui puisse être véritablement utile.

I - ÉCONOMIE AGRICOLE

(2) Pour des raisons fort compréhensibles, les économistes agricoles ont, en général, consacré beaucoup de temps à l'étude des exploitations agricoles. En Europe, le Docteur Laur a joué un véritable rôle de pionnier dans ce domaine, notamment en jetant les bases de la constitution d'un réseau comptable qui a rendu possible l'analyse approfondie des exploitations paysannes occidentales.

Dans l'après-guerre, les économistes agricoles se sont beaucoup intéressés aux méthodes de gestion des exploitations et ils ont proposé des modèles de plus en plus sophistiqués pour « interpréter » et « program-

mer ». Cette approche, qui se voulait fondamentalement « opérationnelle », a effectivement permis d'améliorer les conditions de la gestion des exploitations agricoles, de mieux saisir les « effets structurels » et les relations entre la politique agricole et le devenir des différents types d'exploitation. Elle a contribué à rassembler une grande masse d'informations et, par exemple, le réseau comptable européen est devenu un instrument apte à contribuer à l'établissement de la politique des prix ou à tester les effets de certains aspects de cette politique.

Cette approche opérationnelle, qui a fortement motivé les économistes agricoles dans l'après guerre, mais aussi largement utilisé leur budget-temps, a peut-être toutefois réduit l'analyse critique, lato sensu, qui est pourtant la base fondamentale du développement scientifique. Ainsi, pour des raisons opérationnelles, l'analyse des exploitations agricoles a été plus particulièrement fondée sur la maximisation de la valeur marchande (profit, valorisation du travail, revenu agricole, etc.).

(*) M. L. MALASSIS, actuel Directeur Général de la Recherche et de l'Enseignement au Ministère de l'Agriculture, était lorsqu'il a écrit ces lignes, directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier ; il était aussi président de la SFER.

(1) Association Européenne des Economistes Agricoles - AEEA - rue de Trèves 82 [B] 1040 Bruxelles.

Cet aspect est certes fondamental dans une économie de marché, mais il y a d'autres critères utilisables pour évaluer les systèmes et processus de production agricole. On peut en effet, selon les contextes socio-économiques et les objectifs de l'analyse, recourir à la valeur d'usage (productivité nutritionnelle en calories et protéines), à la valeur travail (quantité de travail direct et indirect consommée dans un processus de production), à la productivité biologique (nombre de calories initiales pour produire une calorie finale dans une chaîne alimentaire déterminée), à la productivité de l'énergie commerciale (nombre de calories mécaniques injectées par calorie biologique)...

La « crise de l'énergie » a conduit à de nouvelles évaluations des systèmes de production, qui ont permis à Pimentel et aux Steinhart de montrer que l'agriculture occidentale était un « gouffre énergétique ». Pour produire une calorie biologique, dans la bouche du consommateur, on a évalué qu'il fallait dans le système occidental de 5 à 10 calories mécaniques. Ces données, et d'autres, conduisent à penser que le modèle occidental d'agriculture n'est pas généralisable à l'entière humanité et que donc, du point de vue du développement agricole mondial, le modèle occidental pourrait constituer un mauvais modèle de référence. D'autre part, les écologues ont beaucoup contribué, ces dernières années, à attirer l'attention sur les inconvénients de l'industrialisation excessive de l'agriculture, sur les nuisances et destructions de ressources, ainsi que sur les processus de marginalisation et leurs conséquences, ou même, dans certaines zones, sur la croissance des processus de désertification.

Ces tendances récentes montrent les inconvénients de modèles qui organisent et gèrent sur la base d'un seul critère (par exemple basés sur une valeur marchande exclusivement) alors que ce seul critère ne permet pas d'appréhender la réalité dans toute sa complexité. Ceci signifie que les économistes devraient sans doute, de plus en plus, s'insérer dans des équipes pluridisciplinaires, aptes à construire des modèles multi-critères : ainsi pourrait peut-être se construire ce pont, si difficile à bâtir et si attendu, entre les disciplines « techniques » et « socio-économiques ».

- (3) Les informations accumulées depuis quelques années ont permis de mieux comprendre les phénomènes structurels et notamment les mécanismes de croissance, de maintien, de déclin des différentes formes d'organisation socio-économique de la production agricole (capitaliste, artisanale, coopérative), ou l'apparition de nouvelles formes plus ou moins spécifiques (agriculture de groupe) ou de nouvelles combinaisons d'activités (agriculture à temps partiel).

La théorie de la survivance de l'exploitation familiale, dans une économie de plus en plus capitalisée, est probablement l'une des plus importantes qui soit pour comprendre l'évolution des formes d'organisation de la production agricole en Occident.

Kautsky a recherché les facteurs de résistance de l'exploitation familiale à l'extension du capitalisme agraire, alors que d'autres auteurs mettaient plutôt l'accent sur les difficultés de pénétration des formes capitalistes en agriculture, en raison des caractères spécifiques des processus agricoles de production et de leur rythme lent d'industrialisation.

Toutefois, si l'agriculture ne se capitalise pas dans ses structures (elle reste fondée sur des rapports de production familiaux), cela ne signifie pas qu'elle n'est pas de plus en plus insérée dans le système capitaliste de production. On pourrait ici développer la thèse de la « capitalisation indirecte » de l'agriculture qui se manifeste de plusieurs façons :

a) l'insertion croissante de l'économie agricole dans l'économie de marché (croissance des consommations intermédiaires et du capital à des rythmes supérieurs à celui de la valeur ajoutée par l'agriculture, réduction de l'autoconsommation, etc.) ;

b) la croissance de l'intensité capitaliste : la réduction de la population agricole active (de 4 % par an en Europe) et la croissance du capital technique (5 % par an en Europe), entraînent une croissance rapide du capital par tête (de l'ordre de 9 % par an). Il en résulte pour l'agriculture de difficiles problèmes de financement et un processus d'endettement croissant ;

c) le développement des complexes agro-industriels (sur lesquels nous reviendrons) qui tend à insérer l'activité agricole au sein d'ensembles qui déplacent le pouvoir de décision des exploitants agricoles vers les « pôles intégrateurs » le plus souvent capitalistes.

- (4) La capitalisation directe et indirecte de l'agriculture ne va pas sans poser de nombreux problèmes. En Occident, l'exode rural a été souvent regardé comme un mal, et parfois même comme un facteur de destruction de l'exploitation familiale. Telle n'est pas notre thèse : **nous pensons au contraire que l'exode a été la condition nécessaire pour la survie et la modernisation des exploitations familiales.** Lorsque, comme c'est le cas en Occident, les productivités marginales du capital et des consommations intermédiaires deviennent négatives, la croissance de la productivité globale pondérée des facteurs de production s'explique fondamentalement par le déclin de la population agricole active. Les gains de productivité, qui sont nécessaires pour assurer la modernisation de l'agriculture, ont pour source essentielle le déclin de la population agricole. Le ralentissement prévisible de ce déclin risque d'avoir pour conséquence un ralentissement des rythmes de croissance des inputs industriels et donc des rythmes de modernisation de l'agriculture basés sur ces inputs.

Toutefois, la modernisation de l'agriculture pourrait se trouver grandement facilitée par une modification des termes de l'échange entre les inputs industriels et les produits agricoles.

II - ÉCONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE

(5) L'économie agro-alimentaire peut être considérée comme une discipline en cours d'élaboration. Elle envisage l'ensemble des activités qui, dans la nation, **concourent à la fonction « alimentation »**. Son champ est en gros celui de l'agri-business défini voici déjà plusieurs années par Goldberg. Mais cette discipline s'intéresse aussi à la formation et au développement des modèles de consommation alimentaire, aux transformations de l'appareil de production-distribution et aux rapports entre modèles de consommation et de production.

Aujourd'hui comme hier, l'homme se nourrit à peu près exclusivement de produits issus de l'activité agricole, et il en sera encore ainsi dans l'avenir prévisible. Au sein de l'économie agro-alimentaire, l'agriculture demeure l'activité de base irremplaçable mais, sur cette base, s'édifie une superstructure industrielle et commerciale de plus en plus complexe et dominante. En relation avec la loi historique de division croissante du travail social, il arrive un moment où la nourriture dépend d'un nombre plus élevé de non agriculteurs que d'agriculteurs.

En France, lorsque le consommateur de denrées alimentaires dépense 100 F, les industries et la distribution alimentaires en reçoivent environ 55, les industries d'amont qui fournissent l'agriculture en moyens de production environ 15 et l'agriculture environ 30. Les Economistes agricoles se sont intéressés au déclin relatif de l'agriculture au sein de l'économie globale mais, en réalité, ce déclin revêt un triple aspect : l'agriculture décline dans la nation, au sein de l'économie agro-alimentaire, et même au sein de la production de la branche agricole puisque les consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que la valeur ajoutée par l'agriculture.

En France, en 1972, la valeur ajoutée par l'agriculture dans le complexe de production agro-alimentaire (A + IAA), qui est de l'ordre de 60 %, est encore supérieure à la valeur ajoutée par les IAA (40 %) ; mais l'écart diminue d'année en année. Dans les prochaines années, toutes les économies occidentales atteindront le stade de l'agro-industrie proprement dit, **caractérisé par une valeur ajoutée par les IAA égale ou supérieure à celle ajoutée par l'agriculture.**

Il en est ainsi aux Etats-Unis depuis le début des années 60, et au Royaume-Uni depuis fort longtemps. Car, si ce pays a « sacrifié » son agriculture à l'expansion industrielle au 19^e siècle, il a aussi construit l'industrie agro-alimentaire la plus puissante d'Europe.

A un certain stade du développement agro-alimentaire, la consommation en calories finales par habitant n'augmente plus (le maximum se situe aux environs de 3.200 calories finales par habitant et par jour), et la plus grande partie du pouvoir d'achat additionnel affecté à l'alimentation va aux IAA, qui trouvent ainsi la base de leur expansion économique.

(6) Toutes les conséquences de cette mutation historique des économies agro-alimentaires occidentales ne semblent pas encore avoir été tirées. Mentionnons quelques aspects :

a) au stade de l'agro-industrie, les produits alimentaires intègrent des quantités croissantes de secondaire et de tertiaire et les produits agro-industriels se généralisent. Les consommateurs achètent de moins en moins de produits provenant directement de l'agriculture et de plus en plus de produits provenant de la branche des industries alimentaires ; la part de ceux-ci est supérieure à 70 % en Europe et à 90 % aux Etats-Unis.

La croissance relative des produits agro-industriels est en relation avec l'évolution du pouvoir d'achat et des conditions sociales de la consommation alimentaire. L'insertion croissante des femmes dans l'activité économique, la volonté de réduire le travail « ménager », la généralisation de la journée continue, causes parmi d'autres du développement de la consommation collective..., favorisent la consommation croissante des produits agro-industriels. Cette croissance entraîne celle de la valeur ajoutée par les IAA, qui intègrent des activités de transformation autrefois réalisées par l'agriculture et des activités de préparation des repas autrefois réalisées par les ménages.

b) L'économie agro-alimentaire atteint le stade de la consommation, de la distribution, de la production de masse. Consommation de masse ne signifie pas consommation égalitaire, mais veut dire **qu'il existe un marché suffisamment vaste pour permettre la production en grande quantité de produits agro-industriels normalisés**. Consommation de masse ne signifie pas non plus consommation homogène et monotone : bien au contraire, l'agro-industrie industrialise les préparations artisanales, met à la disposition de la société occidentale les recettes régionales les plus élaborées, innove et crée de nouveaux « objets alimentaires ». La concurrence par le produit, composante importante de la stratégie des firmes, tend à différencier les produits, à les personnaliser, à les « marquer ». Cette différenciation est à la base de la publicité : les moyens de communication de masse (radio, télévision, presse...) sont le support de l'expansion marchande alimentaire.

c) Au stade de l'agro-industrie de masse, les formes capitalistes d'organisation de l'économie se substituent de plus en plus aux formes artisanales le long de la chaîne agro-alimentaire. Le sous-secteur capitaliste devient fortement prédominant et, selon les lois du développement capitaliste, l'économie agro-alimentaire se concentre et s'internationalise. Au Royaume-Uni, 30 firmes réalisent 80 % du chiffre d'affaires des IAA, ces pourcentages sont respectivement d'environ 55 % en RFA et 35 à 40 % en France. Sur la base des tendances récentes, on a pu faire l'hypothèse qu'une centaine de multinationales contrôleraient 50 % du mar-

ché agro-alimentaire dans les prochaines années. La concentration se réalise aussi au sein de la distribution et de la restauration, commerciale et collective, notamment sous la forme de sociétés de gestion.

Pour les produits les plus sophistiqués, quelques firmes produisent des pâtes, des soupes, des chips, des crèmes glacées, des biscuits, des aliments pour bébés et aussi pour chiens et chats, de la bière et des soft drinks, pour une grande partie de la population occidentale !

d) Au stade de l'agro-industrie, la structure économique des marchés agro-alimentaires est transformée. La théorie des « marchés agricoles », élaborée au 19^e siècle, et sans cesse perfectionnée depuis, n'est guère adaptée à l'explication des marchés agro-industriels.

Deux tendances fondamentales caractérisent ces marchés :

— la formation de groupes et complexes agro-industriels et donc de situations de type oligopolistique ;

— la différenciation des produits agro-industriels et la généralisation des marques commerciales. Ces tendances conduisent elles-mêmes à la **généralisation des marchés de concurrence monopolistique au stade final de la chaîne agro-alimentaire, et à la prédominance des marchés oligopolistiques le long de cette chaîne.**

E.H. Chamberlin, qui le premier a formulé la théorie de la concurrence monopolistique, a caractérisé ce type de marché par un petit nombre d'entreprises en concurrence entre elles, disposant chacune d'une demande préférentielle, fondée sur des produits personnalisés et marqués, base de la publicité.

Le modèle de concurrence monopolistique semble encore bien peu utilisé par les Economistes ruraux, bien qu'il nous semble le plus apte à rendre compte de la formation et de la dispersion des prix agro-alimentaires, ainsi que de la stratégie des firmes fondées sur le produit (innovation et différenciation), les quantités (production et distribution de masse) et les prix (segmentation du marché). La théorie de la concurrence monopolistique permet même de montrer comment l'internationalisation et la diversification des firmes procèdent de la logique de leur comportement.

e) Dans l'économie occidentale, l'industrialisation et la capitalisation rendent les firmes agro-alimentaires « agressives ». Marketing et stratégie de croissance sont les bases de l'expansion marchande de la consommation alimentaire. Face à cette situation, les consommateurs ne demeurent pas indifférents. Il ne faut ni sous-estimer, ni surestimer le rôle des mouvements de consommateurs. Dans l'ensemble, ils proposent plutôt une amélioration du modèle alimentaire marchand qu'une remise en cause radicale de ce modèle. Pourtant, le problème fondamental du devenir alimentaire de l'humanité nécessite probablement un réajustement des modèles de consommation, certes des pays en voie de développement, mais aussi des pays développés, dont certaines consommations excessives et gaspillages pourraient être réduits.

(7) Ces quelques commentaires, qui sont bien insuffisants pour envisager les aspects essentiels de la mutation de notre économie alimentaire, nous permettent toutefois de considérer quelques conséquences du point de vue de l'économie agricole :

a) les consommateurs achetant de plus en plus de produits agro-industriels, et de moins en moins de produits agricoles, les IAA constituent le principal débouché de l'agriculture. Dans le complexe de production agro-industriel, l'industrie (et la distribution) tend à devenir le pôle dynamique du développement agricole. Il y a de nombreuses raisons à cela : la plus grande capacité d'innovation de l'industrie (la pomme de terre est un produit agricole, les pommes de terre déshydratées, les flocons, les chips, les frites surgelées... sont des produits agro-industriels), sa plus grande concentration, sa présence sur les marchés terminaux des chaînes agro-alimentaires, où se met en œuvre la stratégie du développement agro-alimentaire. Au stade de l'agro-industrie, une industrie alimentaire puissante et conquérante constitue une condition nécessaire au développement agricole. Cette condition nécessaire n'est toutefois pas suffisante, étant donné la diversité géographique possible des approvisionnements en matières premières agricoles.

b) Le développement agro-alimentaire tend de plus en plus à se réaliser sur la base de groupes et complexes diversifiés. Ces groupes peuvent avoir la propriété ou le contrôle d'entreprises situées en différents points de la chaîne agro-alimentaire. Certaines firmes de distribution possèdent leurs propres usines de fabrication, ou tendent à faire travailler sous leurs marques...

L'agriculture tend à être insérée au sein de ces groupes par des techniques contractuelles. Ces contrats peuvent prendre plusieurs formes : de fourniture, de quasi-intégration, de travail à façon, etc. L'économie contractuelle s'est beaucoup développée en Agriculture, mais la généralisation de la quasi-intégration n'est certes pas un phénomène inéluctable. Elle constitue un procédé d'ajustement, intéressant pour l'industriel, chaque fois qu'elle peut comporter des avantages relatifs par rapport au fonctionnement des marchés. La quasi-intégration constitue aussi un processus intéressant pour l'industrie lorsqu'elle permet d'accélérer les changements technologiques, générateurs de « rentes », que le mécanisme des ventes liées (matières premières, produits finis) permet en partie à l'industriel de récupérer. Les industries en amont ou en aval de l'agriculture ont joué ainsi un rôle important dans « l'industrialisation » de l'agriculture (poulets de chair, œufs, porcs, engraissement des bovins, cultures maraîchères...).

c) Face à l'industrialisation et à la capitalisation de l'agro-alimentaire, au développement des groupes oligopolistiques et multinationaux, les agriculteurs réagissent et s'efforcent de construire, selon l'expression de K. Galbraith, des « pouvoirs compensateurs » : groupements de producteurs, groupements interprofessionnels, coopératives en sont les principales formes. On

devrait s'interroger sur la signification et la portée réelle de ces pouvoirs.

Les coopératives, qui constituent probablement la forme la plus efficace de compensation, se heurtent, au stade de l'agro-industrie, à de nombreuses difficultés. Pour participer à la stratégie du développement agro-alimentaire, et assurer leur propre développement, elles doivent pénétrer sur les marchés terminaux de concurrence monopolistique, devenir vendeurs de marques et donc producteurs de produits agro-industriels. Il s'agit donc de substituer des **coopératives agro-industrielles** (de collecte et de transformation) aux **coopératives agricoles**, dont la fonction traditionnelle était plutôt la collecte des produits. La pénétration coopérative sur les filières agro-alimentaires est un processus lent et difficile ; les coopératives qui s'engagent sur cette voie se situent généralement au stade de la première transformation et leur présence est encore rare au stade des

produits agro-industriels fortement élaborés. Cette situation s'explique par le processus historique de formation des coopératives en Occident, et par la difficulté de pénétrer des filières de plus en plus concentrées et capitalisées. Toutefois, notamment en France, la progression se poursuit, et sur les dix premiers groupes agro-alimentaires français, trois sont coopératifs. Ces grands groupes sont de véritables complexes agro-alimentaires, animés par des Unions, insérant des exploitations agricoles par des « obligations d'apports » ou des techniques contractuelles.

Une autre difficulté, au stade de l'internationalisation structurelle de l'économie agro-alimentaire, est la difficulté rencontrée par les coopératives à s'internationaliser. Ce problème est très actuel au sein de la CEE : tradition et statut des coopératives freinent encore le processus d'internationalisation.

III - ÉCONOMIE RURALE

(8) Si nous pouvions produire des aliments sans recourir à la terre, la face du monde serait changée. Traditionnellement, l'aménagement de l'espace est fondamentalement un aménagement agricole. Les paysages agraires portent témoignage de l'œuvre des hommes en quête de leur nourriture. Mais des activités diverses de plus en plus nombreuses se sont développées à la campagne. Les zones rurales en développement sont essentiellement celles où s'implantent à la fois des activités secondaires et tertiaires.

L'économie rurale proprement dite étudie l'ensemble des activités qui s'exercent en zone rurale (ces zones étant délimitées par des critères appropriés de ruralité), les rapports qui s'établissent entre elles, entre les villes et les campagnes... Plus généralement, l'analyse d'une zone rurale procède de celle d'une « Société Rurale », sous-ensemble agraire d'une formation économique et sociale globale, dont il convient de saisir les rapports fondamentaux et de déterminer la nature.

Selon les objectifs, les zones rurales peuvent être appréhendées comme cadre d'activité, de conservation et de renouvellement des ressources naturelles, d'habitat et de qualité de la vie... Toutes ces questions sont d'une grande actualité, mais ne peuvent être abordées dans cet exposé comme il conviendrait. Nous allons nous limiter à quelques commentaires concernant les rapports inter-activités.

(9) L'interdépendance entre les activités en zones rurales et, plus généralement, entre sociétés « rurales » et « globales », jouent sur tous les facteurs de la production : le sol, le travail, l'équipement, ainsi que sur les conditions et les rythmes de la production agricole.

Le Docteur Laur a montré, depuis longtemps déjà, que la valeur marchande de la terre se situait au-dessus

de sa « valeur de rendement », en tant qu'instrument de production agricole. Dans le passé, une telle situation résultait principalement de la forte concurrence entre « preneurs de terre », particulièrement dans les zones à forte pression démographique agricole. Cette situation s'est aggravée au 20^e siècle, pour diverses raisons qui tiennent à l'évolution de l'usage de la terre et des sites. L'urbanisation, l'habitat résidentiel, les loisirs, l'activité industrielle... entraînent de fortes progressions du prix de la terre (laquelle joue toujours en outre le rôle de valeur refuge). Cette hausse de la valeur terre entraîne à son tour une forte progression du coefficient de capital en agriculture.

En France, en ne comprenant dans le capital agricole que les bâtiments et les machines, le coefficient de capital est plus élevé dans l'agriculture que dans les IAA, la distribution alimentaire, l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie nationale (moyenne). L'agriculture apparaît donc comme étant **surcapitalisée**, à la fois au sein de l'économie alimentaire et de l'économie globale.

En comprenant dans le capital agricole la terre et le cheptel vif, le coefficient de capital de l'agriculture est parmi les plus élevés de tous les secteurs d'activité : supérieur à celui de l'industrie chimique ou sidérurgique. Il est donc vrai que **l'agriculture est devenue une industrie lourde**, ce qui accroît les difficultés de son financement, et suscite la recherche de solutions diverses pour réduire la « charge du foncier ».

L'interdépendance entre les diverses activités sont explicatives de nombreuses tendances concernant l'agriculture : l'industrialisation de l'économie nationale et le développement des services ont beaucoup contribué à la réduction du sous-emploi agraire, à la substitution du capital au travail, à la hausse des salaires agricoles et à l'amélioration des niveaux de vie des travailleurs. L'industrialisation des zones rurales facilite le dévelop-

pement de l'agriculture à temps partiel, entraînant de nouvelles conséquences du point de vue de l'évolution des structures agraires, de l'habitat, de l'orientation de la production agricole et de l'occupation de l'espace. L'agriculture à temps partiel a pris une importance considérable dans certaines zones d'Europe et d'Amérique du Nord. Dans l'économie traditionnelle, l'agriculture à temps partiel pouvait être regardée comme une activité procurant un complément de revenu nécessaire, et de ce point de vue être envisagée comme ayant un caractère transitoire. Dans le contexte d'une agriculture mécanisée, où s'est opérée une substitution du capital au travail, l'agriculture à temps partiel peut s'expliquer comme étant la conséquence de la modernisation de l'agriculture, du temps libre procuré à la famille paysanne par une plus grande efficacité du travail agricole. Certains membres de la famille agricole peuvent alors exercer durablement certaines activités non agricoles et, par exemple, assurer la plupart des fonctions nécessaires à la vie des collectivités rurales : éducation, santé, commerce, services divers... (comme cela se voit dans certaines zones des Etats-Unis ou d'Europe).

- (10) Le maître mot en Economie Rurale est sans doute « **aménager** ». Mais l'aménagement ne se pose pas dans les mêmes termes pour les zones en croissance et pour celles en déclin.

Les zones en croissance sont le plus souvent des zones à activité diversifiée. La croissance agricole n'est pas suffisante, à elle seule, pour assurer à un rythme élevé la croissance rurale. Les zones rurales n'échap-

pent pas aux lois générales du développement occidental : celui-ci est fondé sur la croissance des activités secondaires et tertiaires. Ceci explique l'importance des efforts faits par les collectivités dynamiques pour « attirer » les industries et les services. Dans les zones en croissance, l'aménagement nécessite la répartition des activités et la détermination des plans d'occupation de l'espace. Ce zonage est particulièrement difficile dans une économie fondée sur la propriété privée.

En Occident, de nombreuses zones rurales sont en déclin relatif. Le développement agricole tend à se localiser dans des zones présentant, du point de vue économique, des « avantages relatifs » (fertilité, localisation, facilités de culture...). Il en résulte qu'une partie du territoire est en cours de « marginalisation ». La théorie de la marginalisation des zones rurales n'est pas moins importante que la théorie du développement, pour comprendre les mécanismes d'évolution de ces zones.

La surface cultivée en Europe a diminué au 20^e siècle, sous le double effet de l'empiètement urbain et de l'abandon de terres cultivées. Il est parfois possible de lutter contre ce déclin et parfois nécessaire de l'organiser : c'est la signification des mesures prises pour assurer la conservation des ressources naturelles, du capital génétique..., et pour donner une nouvelle affectation à l'espace, notamment par la création de « parcs » et de zones protégées. On tend à vouloir donner à l'agriculteur une nouvelle fonction, celle de « gardien de la nature »... Mais cette fonction est d'ordre social, et c'est à la société d'assurer le coût de la conservation et du renouvellement de ses ressources naturelles.

IV - DÉVELOPPEMENT AGRO-ALIMENTAIRE, AGRICOLE ET RURAL ET DÉVELOPPEMENT GLOBAL

- (11) La tâche du « Ministre du Développement agro-alimentaire, agricole et rural » n'est pas facile : il doit coordonner pour développer, et donc s'efforcer de dénouer les contradictions qui existent dans le processus de développement, entre les catégories sociales qui constituent la société rurale, mais aussi entre celles des villes et des campagnes, dans la mesure où la campagne nourrit la ville, et où la campagne devient de plus en plus le lieu privilégié où les citadins aimeraient vivre. Mais il existe encore peu de Ministres de ce type, le plus souvent les tâches sont partagées entre plusieurs Ministères, dont un Ministère de l'Agriculture, et éventuellement des Ministres ou Secrétaires d'Etat à la consommation, aux Industries Alimentaires, à l'Environnement, à la qualité de la vie... L'intégration de ces sous-ensembles se réalise au niveau du plan (lorsqu'il existe) et, bien souvent, le Ministre de l'Economie Nationale est appelé à jouer un rôle décisif dans cette intégration
- (12) L'agriculture assure dans le développement global plusieurs fonctions que les économistes ont analysées. On attend d'elle qu'elle fournisse les denrées alimentaires en quantité nécessaire (on craint la pénurie et ses effets inflationnistes) et suffisante (on dénonce le coût excessif des excédents), des travailleurs pour la croissance secondaire et tertiaire en quantité nécessaire (pour éviter la hausse excessive des salaires et éventuellement pour réduire l'appel aux travailleurs migrants) et suffisante (on préfère le chômage caché du paysan au chômage apparent de l'urbain). On attend aussi d'elle que le plus souvent elle génère le « surplus » nécessaire à la croissance globale, et qu'enfin les agriculteurs puissent s'insérer dans la société de consommation de masse et contribuer à son expansion (achats croissants de biens intermédiaires, d'équipement, de biens de consommation)... On voudrait encore que la société rurale conserve un « système de valeurs » sécurisant pour la société en développement...

Il est finalement beaucoup demandé aux agriculteurs, et l'histoire montre que l'ajustement des sociétés rurales à leur fonction sociale, à l'intérieur d'une formation économique et sociale donnée, ne s'est pas fait sans de graves difficultés d'ordre structurel et conjoncturel.

Le processus de développement n'est pas seulement d'ordre économique, il procède du changement social. L'adaptation « fonctionnelle » des sociétés rurales passe par une profonde transformation de ces sociétés dans leurs forces productives, leurs structures sociales, leurs institutions, leurs idéologies. Ce phénomène de transformation sociale n'est jamais achevé ; **l'invention de nouvelles institutions sociales aptes à faciliter le changement** n'est pas moins nécessaire ni moins importante que l'invention de nouvelles technologies. De réels progrès ont été réalisés en Europe ces dernières années : les agriculteurs bénéficient d'une protection sociale de plus en plus satisfaisante, dans certains pays les transferts et la conversion des travailleurs agricoles sont assurés par des institutions appropriées, l'éducation agricole est de mieux en mieux insérée dans l'éducation globale, la création de nouvelles formes d'exploitation agricole est encouragée... Cette tâche politique, qui consiste à faciliter le changement social par la création d'institutions adaptées, est loin d'être achevée. Longtemps, la société a laissé à la charge des individus victimes du changement le coût social de ce changement pourtant nécessaire au développement de la société dans son ensemble. De nouvelles mesures devront être prises, par exemple pour réduire la charge du foncier, pour faciliter le développement de l'agriculture de groupe, pour définir le statut de l'agriculteur au sein des complexes agro-industriels, pour faciliter l'adaptation du statut des coopératives agro-industrielles à une économie agro-alimentaire internationalisée, pour adapter les communautés rurales de base aux nouvelles fonctions de ces communautés et aux nouvelles conditions de la vie sociale, pour mettre en œuvre un système authentique de formation permanente...

Historiquement, on peut considérer que les sociétés rurales occidentales ont assez bien réalisé les objectifs de la société globale. Ceci n'est pas pour l'humanité un objet de satisfaction ; il faut encore s'interroger sur la part des contraintes et obligations diverses provoquées par la misère et les différentes formes de domination, et la part des motivations et des satisfactions monétaires et autres avantages, nés de la croissance.

Le développement agricole à long terme ne peut être assuré que par des hommes conscients d'avoir atteint une certaine « parité » économique, sociale et politique, motivés par les satisfactions diverses que leur procure le métier qu'ils ont **effectivement choisi**.

(13) Le développement agro-alimentaire envisagé à l'échelle mondiale continue à se faire très inégalement. Les tendances récentes sont allées plutôt dans le sens d'un déséquilibre croissant entre les pays du Nord et ceux du Sud, et elles se sont le

plus souvent accompagnées d'une aggravation des inégalités sociales dans le Sud (paupérisation relative et parfois absolue des paysans).

Ainsi, d'après la FAO, dans les pays développés la production agricole s'est élevée au taux d'environ 2 % par an pendant la période 1961-74, et notamment pendant la période 1970-74. Dans les PMD, la progression a été supérieure à celle des PD pendant la période 1961-74 (2,6 %), mais elle est retombée à un taux inférieur dans les années 70 (1,6 %). Cette période a été marquée par de graves sécheresses dans certaines zones du monde, une recrudescence de la famine, un épuisement des stocks de sécurité, une montée des prix des matières premières et des produits de base...

Le jeu des taux de croissance démographique et économique conduit à une croissance des disponibilités alimentaires par tête dans le Nord, à une stagnation et même à un déclin dans le Sud. De ce fait, les importations alimentaires dans ces pays sont montées en flèche. Cette situation est d'autant plus grave que de nombreux pays du Sud ne disposent pas d'une grande capacité d'achat internationale et ont des déficits importants de leur balance des paiements. Les tendances structurelles s'accompagnent de fortes fluctuations conjoncturelles.

C'est dans le contexte du développement inégal, et de la répartition inégale de la capacité internationale d'achat, que s'analyse l'évolution des rapports internationaux. Ceux-ci comportent plusieurs aspects : ils concernent les échanges de biens intermédiaires (énergie, engrais, aliments pour le bétail...), d'équipement (machines et installations), de moyens biologiques (semences, plants, reproducteurs), de produits agricoles et alimentaires, mais aussi, au stade de l'internationalisation structurelle de l'économie agro-alimentaire, les investissements à l'étranger, l'extension des multinationales, la création de sociétés mixtes, etc. Les activités nationales et internationales se sont beaucoup développées dans l'économie de marché ces dernières années, et les échanges internationaux ont cru en général à un taux supérieur à celui du PIB.

D'autre part, **la structure des échanges internationaux s'est beaucoup modifiée**. La vieille division internationale du travail, fondée sur la « complémentarité » entre les pays producteurs de produits de base et de produits manufacturés, justifiée par la théorie des avantages relatifs, ne correspond plus à la réalité. La théorie des avantages relatifs est battue en brèche par la théorie du développement inégal qui implique des rapports de force inégaux.

Dans les années 70, si les pays industrialisés demeurent les plus gros importateurs de produits primaires (75 % des importations mondiales), ils sont aussi fortement exportateurs (45 %). **En particulier, les pays industrialisés fournissent près de 60 % des exportations mondiales de produits alimentaires**.

Ainsi les Etats-Unis qui, selon Lester Brown, ont exporté en 1976 sous forme de céréales l'équivalent de

la ration de 400 millions d'habitants des PVD, sont devenus la première puissance agro-alimentaire mondiale.

- (14) Le développement inégal et l'inégale répartition de la capacité d'achat national, la tendance vers la pénurie relative des denrées alimentaires à terme et le renchérissement qui doit normalement en résulter, l'apparition de grandes puissances agro-alimentaires, le rôle des grandes firmes transnationales, le rôle des échanges agro-alimentaires dans les rapports Est-Ouest et Nord-Sud, la constitution d'unions et de grands ensembles socio-économiques (par exemple CEE)... conduit à se demander si le développement agro-alimentaire ne procède pas de la « **géopolitique** » plutôt que de la théorie libérale des avantages relatifs.

Si, comme il est probable, le développement inégal se poursuit, tous les peuples ne vont pas à la famine, car leur situation alimentaire relative et leur capacité de négociation dans le contexte mondial sont bien différentes. Nombreux sont les travaux qui, ces dernières années, se sont efforcés d'établir les perspectives de notre développement agro-alimentaire à long terme. La publication la plus récente concerne l'expertise de Wasily Léontief pour 1999. Cette expertise, qui se situe dans le contexte d'une réduction des inégalités entre PD et PMD, prévoit que l'écart de la production agricole par tête pourrait être réduit environ de moitié (de 5 à 2,5) d'ici l'an 2000, et les importations maintenues à leur taux actuel dans les PVD, si la production agricole augmentait dans ces pays au taux de 5 % par an, si la surface cultivée augmentait de 30 % par rapport à 1970, si la productivité était multipliée par 3 ou 4, etc. Les rapporteurs écrivent que... « **l'issue d'une nou-**

velle révolution technologique agricole dans les PVD dépend en grande partie de la réforme agraire et des changements sociaux et institutionnels, qui s'avèrent nécessaires pour surmonter les obstacles non technologiques à une utilisation plus extensive des sols et à l'accroissement de la productivité »... Ils mettent ainsi clairement l'accent sur le rôle du changement social comme préalable à la satisfaction des objectifs alimentaires.

Toutefois, ces perspectives nous paraissent, quant à nous, prodigieusement optimistes et peu probables. Elles nécessitent à la fois des transformations internes considérables pour de nombreux pays et l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial. Ce nouvel ordre, tant attendu des PVD, passe par la stabilisation du marché des matières premières et éventuellement leur renchérissement, la stimulation des exportations des biens manufacturés des PVD, la progression des transferts de fonds, notamment publics, vers ces pays, la substitution des importations par la production nationale... Comment concilier ces exigences des PMD avec celles qu'entraînent la crise du capitalisme occidental ? C'est sans doute la question majeure du devenir de l'économie mondiale.

Le champ d'action des Economistes Agricoles est bien vaste, d'autant plus que les bons économistes agricoles sont nécessairement de bons économistes généraux. Les problèmes dont ils s'occupent sont, parmi les plus préoccupants pour le devenir de l'entière humanité, la satisfaction des besoins alimentaires. L'humanité redécouvre un problème qu'elle croyait résolu, et que l'abondance occidentale occulte : l'activité agricole redevient prioritaire à l'échelle de la planète. Les Economistes Agricoles, Agro-Alimentaires et Ruraux pourraient y gagner en prestige ; je souhaite surtout que, stimulés, ils y gagnent en efficacité.